

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201400]

15 MARS 2018. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé AEF-Europe) (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé AEF-Europe).

Art. 2. L'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et son décret d'assentiment du 2 juillet 2007 sont abrogés.

Art. 3. L'accord de coopération conclu le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé AEF-Europe) est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 mars 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1007 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 mars 2018.

Discussion.

Vote.

ANNEXE

Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé : AEF-Europe)

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu le Règlement (UE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant "Erasmus +": le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de Formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;

Vu l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. »;

Considérant que le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant "Erasmus +" confie aux États membres la prise des mesures nécessaires pour assurer à leur niveau le fonctionnement efficace du programme, en associant toutes les parties concernées par les aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, conformément aux pratiques nationales;

Considérant que ce règlement charge les États membres de la création ou de la désignation ainsi que du suivi d'une structure appropriée pour assurer, à leur niveau, la gestion coordonnée de la mise en œuvre du Programme d'action de l'Union dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport (Agences nationales), y compris la gestion budgétaire, conformément aux dispositions réglementaires européennes;

Considérant que les matières concernées par ce programme, à savoir l'éducation et la formation tout au long de la vie, sous l'angle de la mobilité, de financement de projets, partenariats ou réseaux entre acteurs de plusieurs États de l'Union, éventuellement élargie à des pays tiers, relèvent, en Belgique, de la compétence des Communautés et Régions;

Considérant que la Commission de l'Union européenne reconnaît dans le cadre des programmes relevant de la Direction générale de l'Éducation et de la Culture, l'existence de trois Agences en Belgique dépendant respectivement des Communautés française, flamande et germanophone;

Considérant qu'il est fondamental qu'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française soit conclu afin d'instaurer un cadre légal pour la mise en œuvre et la gestion des programmes européens en matière d'éducation et de formation;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la structure de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie créée par l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, pour lui permettre, d'une part, de gérer la partie éducation et formation du programme européen « Erasmus+ » 2014-2020 et les programmes ultérieurs visant les mêmes objets et, d'autre part, d'intégrer en son sein l'Instance de pilotage et de positionnement CFC créée par l'accord de coopération du 26 février 2015, conformément à l'article 6, § 4, dudit accord de coopération,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, M. Jean-Claude Marcourt, en la personne de sa Ministre de l'Éducation et des Bâtiments scolaires, Mme Marie-Martine Schyns, et en la personne de sa Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances, Mme Isabelle Simonis,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Paul Magnette et en la personne de sa Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Eliane Tillieux,

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Ministre-Présidente, Mme Fadila Laanan et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuin,

Ci-après dénommées « les Gouvernements et le Collège »,

Ont convenu d'abroger l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, conclu le 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, et de le remplacer par un nouvel accord de coopération rédigé comme suit.

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1^o programmes européens : l'ensemble des programmes et processus européens en matière d'éducation et de formation ayant pour objet de développer des actions de mobilité, des partenariats et des outils ayant pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de l'Union européenne. Ces programmes visent notamment à favoriser les échanges, la coopération et la mobilité des apprenants entre les systèmes d'éducation et de formation au sein de l'Union européenne et avec le reste du monde, afin qu'ils deviennent une référence de qualité mondiale;

2^o Agence : Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie mise en place par les parties contractantes, en abrégé : AEF-Europe.

Art. 2. Les programmes européens ont pour objectifs l'apport d'outils communs et d'aides aux actions suivantes :

1^o la mobilité des personnes participant à un processus d'éducation et de formation tout au long de la vie en Europe;

2^o les projets de partenariat favorisant notamment la coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques et le soutien à la réforme des politiques d'éducation et de formation;

3^o les projets européens centralisés et les réseaux multilatéraux;

4^o l'observation et l'analyse des politiques et systèmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, l'élaboration de matériel de référence, y compris des enquêtes, des statistiques, des analyses et des indicateurs, les actions visant à soutenir la transparence et la reconnaissance des qualifications et de l'apprentissage antérieur, en ce compris les actions visant à soutenir la coopération en matière d'assurance de la qualité;

5^o l'octroi de moyens de fonctionnement pour contribuer à certains coûts opérationnels et administratifs des organisations agissant dans le domaine visé par les politiques mises en œuvre au niveau européen dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

CHAPITRE II. — *Création et gestion de l'Agence**Section 1^{re}. — Création*

Art. 3. § 1^{er}. Il est institué, par les Gouvernements et le Collège, une " Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », en abrégé AEF-Europe.

§ 2. L'Agence organise et gère :

1^o les programmes, outils et processus européens en matière d'éducation et de formation, visés à l'article 1^{er}, 1^o;

2^o l'instance de pilotage et de positionnement CFC, visée à l'article 4 de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », dénommé ci-après « l'accord de coopération « CFC » du 26 février 2015 »;

3^o tout autre programme national ou international de mobilité, d'échanges, de dialogue et de certification que les parties à l'accord lui confieraient.

§ 3. L'Agence se présente sous la forme d'un service administratif à comptabilité autonome, tel que visé par le titre X du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, avec une possibilité de recettes provenant d'un autre niveau de pouvoir.

Les Gouvernements et le Collège fixent le siège de l'Agence.

Art. 4. § 1^{er}. Les Gouvernements et le Collège

1^o fixent le cadre nécessaire au fonctionnement de l'Agence et le nombre de personnes que chaque partie à l'accord met à sa disposition;

2^o désignent le directeur de l'Agence, conformément à l'article 9.

Pour compléter le cadre, il peut être fait appel à des financements complémentaires, en ce compris des fonds européens.

§ 2. Les membres de l'Agence peuvent être des membres du personnel :

1^o des services des Gouvernements ou du Collège ou des organismes d'Intérêt public relevant de la tutelle de ces derniers;

2^o mis en congé pour mission, conformément au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3^o contractuels, engagés par la Communauté française, régis par le statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française et affectés à l'Agence.

§ 3. Sans préjudice de l'article 9, § 2, les membres du personnel, en ce compris ceux qui sont affectés à la cellule exécutive visée à l'article 7 de l'accord de coopération « CFC » du 26 février 2015, sont désignés ou recrutés sur proposition d'un comité de sélection présidé par la direction de l'Agence, après un appel à candidatures et sur la base d'un profil de fonction, correspondant au poste à pourvoir, approuvé par le comité de gestion sur proposition de la direction.

Section 2. — Gestion

Art. 5. Les organes de l'Agence sont : un comité de gestion, une cellule exécutive et le directeur de l'Agence.

Art. 6. L'Agence est placée sous l'autorité du comité de gestion visé à l'article 5 et sous la direction du directeur visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o.

Art. 7. § 1^{er}. Le comité de gestion est composé de deux représentants du Gouvernement de la Communauté française, de deux représentants du Gouvernement de la Région wallonne et d'un représentant du Collège de la Commission communautaire française, chacun ayant voix délibérative. Pour chaque membre effectif, est désigné un membre suppléant, qui ne siège qu'en l'absence de l'effectif.

En outre, participent, à titre consultatif, au comité de gestion :

1^o le directeur de l'agence;

2^o le président et le vice-président du comité de direction de l'Instance de pilotage et de positionnement visés à l'article 6 de l'accord de coopération « CFC » du 26 février 2015;

3^o le président du Conseil supérieur de la mobilité étudiante créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante;

4^o un représentant de Wallonie-Bruxelles International (WBI);

5^o un représentant du Ministère de la Communauté française;

6^o un représentant du Service public de Wallonie;

7^o un représentant des services de la Commission communautaire française;

8^o tout expert ou observateur que le comité de gestion juge utile d'inviter;

9^o un représentant de l'Inspection des Finances.

En outre, participe, à titre d'observateur, au comité de gestion, le représentant de la Communauté française au comité de programme de l'U.E..

§ 2. Dans le mois de son installation, le comité de gestion désigne en son sein son président et deux vice-présidents et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. Le président est choisi parmi les représentants du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3. Le comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Le règlement d'ordre intérieur prévoit notamment:

- 1° les règles concernant la convocation du comité de gestion;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles relatives aux prérogatives du président et des vice-présidents;
- 4° les règles relatives à la présidence du comité de gestion en cas d'absence ou d'empêchement du président ou des vice-présidents;
- 5° les règles de quorum pour que le comité de gestion délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
- 6° la périodicité des réunions du comité de gestion;
- 7° les règles en fonction desquelles le comité de gestion peut déléguer certaines tâches à la cellule exécutive;
- 8° les modalités d'examen des recours.

§ 4. Le comité de gestion crée les groupes de travail nécessaires au soutien de la mise en œuvre des programmes européens, notamment en relation avec les parties prenantes des quatre secteurs : l'enseignement obligatoire, l'enseignement de promotion sociale, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Art. 8. § 1^{er}. La cellule exécutive est composée des membres de l'Agence.

§ 2. La cellule exécutive exécute les décisions du comité de gestion sous l'autorité du directeur de l'Agence et assure le secrétariat du comité de gestion et des groupes de travail visés à l'article 7, § 4.

Art. 9. § 1^{er}. Sur la base d'un appel aux candidats et d'un profil de fonction approuvés par les parties contractantes, les Gouvernements et le Collège choisissent le directeur de l'Agence.

§ 2. Le directeur est placé sous l'autorité du comité de gestion. Il donne au comité de gestion toutes informations et soumet toutes propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Il organise le travail des membres de l'Agence et veille à son bon fonctionnement.

Il assure, sous le contrôle du comité de gestion, la gestion journalière de l'Agence.

Le comité de gestion peut désigner un des membres de l'Agence pour suppléer le directeur dans la gestion journalière au cas où ce dernier serait indisponible.

§ 3. Au moins tous les cinq ans, le Ministère de la Communauté française procède à une évaluation de la manière dont le directeur accomplit son service et en rend compte aux parties contractantes.

CHAPITRE III. — *La commission de recours*

Art. 10. Tout demandeur contestant une décision de refus, de suspension ou de retrait d'une aide octroyée par l'Agence dans le cadre de ses missions, peut introduire un recours administratif auprès d'une commission de recours qui en accuse réception dans les dix jours.

La commission de recours est composée de deux représentants de la Communauté française, de deux représentants de la Région wallonne et d'un représentant de la Commission communautaire française.

Le recours est introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande. A défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

Dans les trois mois de sa saisine, la commission de recours rend sa décision motivée au comité de gestion, qui la notifie au requérant.

CHAPITRE IV. — *Les biens affectés, le financement, les comptes et le budget de l'Agence*

Art. 11. Les Gouvernements et Collège fournissent les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

Ils définissent de manière distincte les moyens affectés à chacune des missions visées à l'article 3, § 2.

Art. 12. Dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent accord, les parties contractantes établissent un inventaire reprenant la liste des biens affectés à l'exercice des missions de l'Agence.

Les parties contractantes conviennent de la propriété des biens inventoriés et de ceux acquis par l'Agence pendant la durée de l'accord de coopération.

Art. 13. Les ressources de l'Agence comprennent :

1° les subventions attribuées aux différents programmes visés à l'article 2, notamment les subventions attribuées par la Commission européenne dans le cadre des programmes européens d'éducation et de formation;

2° les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre des programmes européens d'éducation et de formation;

4° les ressources en nature correspondant au détachement de personnel et à l'affectation de moyens par les parties contractantes.

Art. 14. Le comité de gestion arrête le budget de l'Agence sur proposition du directeur. Ce budget comprend les moyens nécessaires à l'exercice des missions visées à l'article 3, § 2. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Art. 15. Le compte d'exécution du budget et le compte de trésorerie sont arrêtés par le comité de gestion au plus tard le 15 mars de l'exercice suivant. Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions transmet à la Cour des Comptes, pour le 15 avril au plus tard, les comptes visés à l'alinéa 1^{er}. Les comptes visés à l'alinéa 1^{er} sont annexés au compte général de la Communauté française.

CHAPITRE V. — Dispositions générales et finales

Section 1^{re} . — Exécution

Art. 16. Les modalités d'exécution du présent accord de coopération, notamment celles relatives à la composition du comité de gestion et de la commission de recours, au fonctionnement, au personnel, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence, sont arrêtées, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, par le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française au plus tard dans les deux mois qui suivent la sanction du décret portant approbation du présent accord.

Section 2 . — Dispositions transitoires

Art. 17. Lors de l'entrée en vigueur du présent accord, l'Agence assure la transition entre les actions menées dans le cadre des programmes européens précédents relatifs à l'éducation et à la formation et les actions à mettre en œuvre dans le cadre des programmes européens d'éducation et de formation.

Art. 18. Par dérogation aux articles 4, § 3, et 9, § 1^{er}, le directeur et les autres membres de l'Agence en service à l'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont confirmés dans leur fonction. Les articles 4, § 3, et 9, § 1^{er}, s'appliqueront pour tout nouvel engagement de membre de l'Agence.

Section 3 . — Durée

Art. 19. Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Il peut être dénoncé par une ou plusieurs des parties avec préavis d'un an.

Fait à Bruxelles, le 28 avril 2017 en trois exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation :

E. TILLIEUX

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,

F. LAANAN

Le Ministre de la Formation professionnelle,

D. GOSUIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201400]

15 MAART 2018. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor levenslange opvoeding en vorming) (afgekort "AEF-Europe") (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord gesloten op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (afgekort "AEF-Europe") wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en zijn instemmingsdecreet van 2 juli 2007 worden opgeheven.

Art. 3. Het samenwerkingsakkoord gesloten op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (afgekort "AEF-Europe") wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waalse Parlement 1007 (2017-2018) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 14 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.

BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (afgekort "AEF-Europe")

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie en tot intrekking van Verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1288/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van "Erasmus+": het programma van de Unie voor onderwijs, opleiding, jeugd en sport;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie";

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications" (Franstalig kwalificatiekader, Franse afkorting C.F.C.);

Overwegende dat de Verordening van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 tot vaststelling van "Erasmus+" de Lidstaten belast met het nemen van de nodige maatregelen om op hun niveau de efficiënte werking van het programma te waarborgen, waarbij alle partijen die deelnemen in de vraagstukken i.v.m. levenslange opvoeding en vorming, overeenkomstig de nationale praktijken, betrokken worden;

Overwegende dat deze Verordening de Lidstaten belast met de oprichting of de aanwijzing, alsook met de opvolging van een geschikte structuur om op hun niveau te zorgen voor het gecoördineerde beheer van de tenuitvoerlegging van het actieprogramma van de Unie inzake opvoeding, vorming, jeugd en sport (Nationale agentschappen), m.i.v. het begrotingsbeheer, overeenkomstig de Europese reglementaire bepalingen;

Overwegende dat de materies waarop dit programma betrekking heeft, namelijk levenslange opvoeding en vorming, op het vlak van mobiliteit, financiering van projecten, partnerschappen of netwerken tussen acteurs van verschillende Staten van de Unie, eventueel uitgebreid tot derde landen, in België onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en Gewesten vallen;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Unie in het kader van de programma's die onder het "Direction générale de l'éducation et de la Culture" (Directoraat-generaal Opvoeding en Cultuur) vallen, het bestaan erkent van drie Agentschappen in België die respectievelijk onder de Franse, de Vlaamse en de Duitstalige Gemeenschap ressorteren;

Overwegende dat het fundamenteel is dat een samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie gesloten wordt om een wettelijk kader in te stellen voor de tenuitvoerlegging en het beheer van de Europese programma's inzake opvoeding en vorming;

Overwegende dat de structuur van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" opgericht bij het samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren, en de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie dient aangepast te worden, om hem toe te laten, enerzijds, om het gedeelte opvoeding en vorming van het Europees programma "Erasmus+" 2014-2020 en de latere programma's met dezelfde doelstellingen te beheren en, anderzijds, om in zijn midden de CFC-stuur- en positioneringsinstantie te integreren, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015, overeenkomstig artikel 6, § 4, van het samenwerkingsakkoord,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, in de persoon van haar Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media, de heer Jean-Claude Marcourt, in de persoon van haar Minister van Onderwijs en Schoolgebouwen, mevr. Marie-Martine Schyns, en in de persoon van haar Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen, mevr. Isabelle Simonis,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Paul Magnette, en in de persoon van haar Minister van Tewerkstelling en Vorming, mevr. Eliane Tillieux,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van haar Minister-President, mevr. Fadila Laanan en in de persoon van haar Minister belast met Beroepsopleiding, de heer Didier Gosuin, hierna "de Regeringen en het College" genoemd,

Zijn overeengekomen het Samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", gesloten op 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op te heffen en te vervangen door een nieuw samenwerkingsakkoord, luidend als volgt:

HOOFDSTUK I. — Doel, toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder:

1° Europese programma's: het geheel van de Europese programma's en processen inzake opvoeding en vorming die als doel hebben om mobiliteitsacties, partnerschappen en instrumenten te ontwikkelen die als algemeen doel hebben om bij te dragen, door levenslange opvoeding en vorming, tot de ontwikkeling van de Europese Unie. Deze programma's beogen namelijk de bevordering van uitwisselingen, samenwerking en mobiliteit van de leerlingen tussen de opvoedings- en vormingssystemen binnen de Europese Unie en met de rest van de wereld, opdat ze een referentie van wereldkwaliteit kunnen worden;

2° "Agence" (Agentschap): "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor levenslange opvoeding en vorming) ingesteld door de ondertekenende partijen, afgekort: "AEF-Europe".

Art. 2. De Europese programma's hebben als doel de inbreng van gemeenschappelijke instrumenten en hulp voor de volgende acties:

1° de mobiliteit van de personen die deelnemen aan een proces van levenslange opvoeding en vorming in Europa;

2° de samenwerkingsprojecten ter bevordering namelijk van de samenwerking inzake innovatie en uitwisselingen van goede praktijken en steun aan de hervorming van het beleid inzake opvoeding en vorming;

3° de gecentraliseerde Europese projecten en de multilaterale netwerken;

4° de waarneming en de analyse van de beleidsvormen en systemen inzake levenslange opvoeding en vorming, het uitwerken van referentiemateriaal, met inbegrip van de onderzoeken, statistieken, analyses en indicators, de acties tot ondersteuning van de doorzichtigheid en de erkenning van de kwalificaties en de vroegere scholing, met inbegrip van de acties tot bevordering van samenwerking om kwaliteit te waarborgen;

5° de toekenning van werkingsmiddelen om bij te dragen in bepaalde operationele en administratieve kosten van de organisaties die actief zijn in het domein waarop het beleid uitgevoerd op Europees vlak voor levenslange opvoeding en vorming betrekking heeft.

HOOFDSTUK II. — Oprichting en beheer van het Agentschap

Afdeling 1 - Oprichting

Art. 3. § 1. Er wordt door de Regeringen en het College een "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", afgekort "AEF-Europe", opgericht.

§ 2. Het Agentschap organiseert en beheert:

1° de programma's, instrumenten en Europese processen inzake opvoeding en vorming, bedoeld in artikel 1, 1°;

2° de stuur- en positioneringsinstantie CFC, bedoeld in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications" (Franstalig kwalificatiekader, Franse afkorting C.F.C.), hierna "het samenwerkingsakkoord "CFC" van 26 februari 2015" genoemd;

3° elk ander nationaal of internationaal mobiliteits-, uitwisselings-, dialoog- en kwalificatieprogramma dat de akkoordsluitende partijen hem zouden toevertrouwen.

§ 3. Het Agentschap zal de vorm aannemen van een administratieve dienst met afzonderlijk boekhoudkundig beheer zoals bedoeld bij titel X van het decreet van 20 december 2011 houdende organisatie van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met een mogelijkheid van ontvangsten afkomstig van een ander machtsniveau.

De Regeringen en het College bepalen de zetel van het Agentschap.

Art. 4. § 1. De Regeringen en het College

1° stellen het kader vast dat nodig is voor de werking van het Agentschap en het aantal personen dat elke akkoordsluitende partij ter beschikking stelt;

2° wijzen de directeur van het Agentschap aan, overeenkomstig artikel 9.

Om het kader aan te vullen, kan een beroep worden gedaan op aanvullende financieringen, met inbegrip van Europese fondsen.

§ 2. De leden van het Agentschap kunnen personeelsleden zijn:

1° van de Diensten van de Regeringen of het College of van instellingen van openbaar nut die onder het toezicht van laatstgenoemden ressorteren;

2° aan wie om redenen van een opdracht een verlof wordt toegekend, overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° die contractueel zijn, aangeworven door de Franse Gemeenschap, die vallen onder het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en toegewezen aan het Agentschap.

§ 3. Onverminderd artikel 9, § 2, worden de personeelsleden, met inbegrip van diegenen die zijn toegewezen aan de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7 van het samenwerkingsakkoord "CFC" van 26 februari 2015, aangewezen op voordracht van een selectiecomité, voorgezeten door de directie van het Agentschap na een oproep tot de kandidaten en op grond van een functieprofiel dat overeenstemt met de in te vullen betrekking, goedgekeurd door het beheerscomité op voordracht van de directie.

Afdeling 2 - Beheer

Art. 5. Het Agentschap beschikt over de volgende organen : een beheerscomité, een uitvoerende cel en de directeur van het Agentschap.

Art. 6. Het Agentschap staat onder het gezag van het beheerscomité bedoeld in artikel 5 en onder de leiding van de directeur bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

Art. 7. § 1. Het beheerscomité is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van de Regering van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, die elk stemgerechtigd zijn. Voor elk gewoon lid wordt één plaatsvervanger aangewezen, die enkel zetelt in afwezigheid van het gewoon lid.

Het beheerscomité bestaat ook nog uit de volgende personen die raadgevende stem hebben:

1° de directeur van het agentschap;

2° de voorzitter en de ondervoorzitter van het directiecomité van de stuur- en positioneringsinstantie bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord "CFC" van 26 februari 2015;

3° de voorzitter van de Hoge raad voor de studentenmobiliteit opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2007 tot oprichting van de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit;

4° een vertegenwoordiger van "Wallonie-Bruxelles International" (Wallonië-Brussel Internationaal) (WBI);

5° een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

6° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst;

7° een vertegenwoordiger van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° elke deskundige of waarnemer die het beheerscomité nuttig acht uit te nodigen;

9° een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën.

De vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap binnen het programmacomité van de E.U. neemt, bovendien, als waarnemer deel aan het beheerscomité.

§ 2. Binnen de maand van zijn installatie wijst het beheerscomité in zijn midden zijn voorzitter en twee ondervoorzitters aan en legt die aanwijzingen ter goedkeuring voor aan de ondertekenende partijen. De voorzitter wordt onder de vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap gekozen.

§ 3. Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord aan de gezamenlijke goedkeuring van de ondertekenende partijen. Het huishoudelijk reglement moet met name voorzien in:

1° de regels betreffende de oproeping van het beheerscomité;

2° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten;

3° de regels betreffende de prerogatieven van de voorzitter en de ondervoorzitters;

4° de regels betreffende het voorzitterschap van het beheerscomité in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitters;

5° de regels betreffende het quorum opdat het beheerscomité rechtsgeldig kan beraadslagen, alsook de stemmingsmodaliteiten;

6° de periodiciteit van de vergaderingen van het beheerscomité;

7° de regels op grond waarvan het beheerscomité bepaalde taken aan de uitvoerende cel kan delegeren;

8° de modaliteiten betreffende de behandeling van de beroepen.

§ 4. Het beheerscomité richt de werkgroepen op die nodig zijn voor de steun aan de uitvoering van de Europese programma's, namelijk in verband met de betrokken partijen van de vier sectoren: het verplicht onderwijs, het onderwijs van sociale promotie, de beroepsopleiding en het hoger onderwijs.

Art. 8. § 1. De uitvoerende cel is samengesteld uit de leden van het Agentschap.

§ 2. De uitvoerende cel voert de beslissingen uit van het beheerscomité onder het gezag van de directeur van het Agentschap en neemt het secretariaat van het beheerscomité en van de werkgroepen bedoeld in artikel 7, § 4 waar.

Art. 9. § 1. De directeur van het Agentschap wordt door de Regeringen en het College gekozen op basis van een oproep tot kandidaten en van een door de contracterende partijen goedgekeurd functieprofiel.

§ 2. De directeur staat onder het gezag van het beheerscomité. Hij verstrekt het beheerscomité alle informatie en legt alle voorstellen over die nuttig zijn voor de vlotte werking van het Agentschap.

Hij organiseert het werk van de leden van het Agentschap en zorgt voor zijn goede werking.

Hij neemt, onder het toezicht van het beheerscomité, het dagelijkse beheer van het Agentschap waar.

Het beheerscomité kan één van de leden van het Agentschap aanwijzen om de directeur in het dagelijks beheer te vervangen in het geval dat laatstgenoemde onbeschikbaar zou zijn.

§ 3. Minstens om de vijf jaar gaat het Ministerie van de Franse Gemeenschap over tot een evaluatie van de manier waarop de directeur zijn dienst vervult en brengt er verslag over uit aan de ondertekenende partijen.

HOOFDSTUK III. — *Beroepscommissie*

Art. 10. Elke aanvrager die een beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van een steun toegekend door het Agentschap in het kader van zijn opdrachten betwist, kan een administratief beroep indienen bij een beroepscommissie, die daarvan binnen tien dagen ontvangst bericht.

De Beroepscommissie is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het beroep wordt door de eiser ingediend binnen de maand van de kennisgeving van de beslissing waarmee hij niet kan instemmen of, bij gebrek aan kennisgeving, binnen zes maanden vanaf de indiening van het verzoek. Als het beroep niet binnen deze termijnen ingesteld wordt, is de beslissing definitief.

Binnen drie maanden na de aanhangigmaking van de zaak, brengt de beroepscommissie haar gemotiveerde beslissing uit aan het beheerscomité dat er aan de eiser kennis van geeft.

HOOFDSTUK IV. — *Bestemde goederen, financiering, rekeningen en begroting van het Agentschap*

Art. 11. De Regeringen en het College zorgen ervoor dat de nodige middelen voor de werking van het Agentschap verstrekt worden volgens modaliteiten die in onderlinge overeenstemming vastgelegd worden.

Ze bepalen de middelen bestemd voor elke opdracht bedoeld in artikel 3, § 2 op een aparte manier.

Art. 12. Een inventaris met de lijst van de goederen die voor de uitoefening van de opdrachten van het Agentschap bestemd zijn, wordt binnen de maand na de inwerkingtreding van dit akkoord door de ondertekenende partijen opgemaakt.

De ondertekenende partijen worden het eens over de eigendom van de geïnventariseerde goederen en van die welke het Agentschap verworven heeft tijdens de looptijd van het samenwerkingsakkoord.

Art. 13. Het Agentschap beschikt over de volgende middelen :

1° de subsidies toegekend voor de verschillende programma's bedoeld in artikel 2, o.a. de subsidies toegekend door de Europese Commissie in het kader van de Europese programma's voor opvoeding en vorming;

2° de middelen opgenomen in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° de fondsen van derden ter beschikking gesteld in het kader van de Europese programma's voor opvoeding en vorming;

4° de hulpmiddelen in natura, met name de detachering van personeel en de toewijzing van middelen door de ondertekenende partijen.

Art. 14. Het beheerscomité bepaalt de begroting van het Agentschap op voorstel van de directeur. Deze begroting bevat de middelen die nodig zijn voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2. De begroting van het Agentschap wordt gevoegd bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Zij wordt bij de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie gevoegd.

Art. 15. De uitvoeringsrekening van de begroting en de schatkistrekening worden uiterlijk 15 maart van het volgende boekjaar vastgelegd door het beheerscomité. De rekeningen bedoeld in het eerste lid worden uiterlijk 15 april door de Minister van Begroting van de Franse Gemeenschap aan het Rekenhof overgemaakt. De rekeningen bedoeld in het eerste lid worden bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap gevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Algemene en slotbepalingen*

Afdeling 1 - Uitvoering

Art. 16. De modaliteiten voor de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord, o.a. wat betreft de samenstelling van het beheerscomité en van de beroepscommissie, de werking, het personeel, de financiering, de begroting en de rekeningen van het Agentschap, worden, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, door de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie vastgelegd uiterlijk binnen de twee maanden na de bekrachtiging van het decreet houdende goedkeuring van dit akkoord.

Afdeling 2 - Overgangsbepalingen

Art. 17. Bij de inwerkingtreding van dit akkoord zorgt het Agentschap voor de overgang tussen de acties gevoerd in het kader van de vorige Europese programma's betreffende de opvoeding en de vorming en de acties die uitgevoerd moeten worden in het kader van de Europese programma's voor opvoeding en vorming.

Art. 18. In afwijking van de artikelen 4, § 3, en 9, § 1, worden de directeur en de andere leden van het Agentschap in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord bevestigd in hun functie. De artikelen 4, § 3, en 9, § 1, zullen van toepassing zijn voor elke nieuwe indiensteming van een lid van het Agentschap.

Afdeling 3 - Duur

Art. 19. Dit akkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Het akkoord kan door één of meerdere partijen opgezegd worden met inachtneming van een opzegtermijn van één jaar.

Opgemaakt te Brussel op 28 april 2017, in drie originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
I. SIMONIS

Voor de Waalse Regering,

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

De Minister-President,
F. LAANAN

De Minister van Beroepsvorming,
D. GOSUIN